Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 322

Rubrik: Annexe de l'éditoriale

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ANNEXE DE L'ÉDITORIAL

La planète réduite à six pays

1 320 708 mètres de pellicule impressionnée par des producteurs américains auraient pu être mis (une certaine réserve subsiste peut-être encore pour l'année en cours) à la disposition des amateurs de cinéma en Suisse l'année dernière. C'est l'une des données publiées par le Département de l'intérieur (Office des affaires culturelles, section du cinéma) au long d'un recensement des « films spectaculaires » importés (commentaire de ces données en première page) où l'on peut noter que, cinématographiquement parlant, la planète se réduit dans les salles commerciales helvétiques à six pays producteurs :

Pays d'origine	*Films importés*	*En %*
Etats-Unis	124	29,7
France	96	22,9
RFA	56	13,5
RDA	1	0,2
Italie	64	15,4
Grande-Bretagne	24	5,7
Belgique	3	0,7
Danemark	1	0,2
Finlande	1	0,2
Grèce	5	1,2
Hong-Kong	22	5,2
Japon	6	1,5
Israël	1	0,2
Yougoslavie	1	0,2
Canada	3	0,7
Mexique	1	0,2
Suède	4	0,9
URSS	2	0,5
Espagne	3	0,7
Hongrie	1	0,2

Le bilan n'est guère plus brillant dans le secteur des courts-métrages (dominés exclusivement ou presque par les Etats-Unis, la France et la RFA) ou dans celui des films 16 mm, peu nombreux, mais écrasés eux aussi par la production d'outre-Atlantique.

Europe et Etats-Unis: alliés mais concurrents

Lors du colloque sur l'économie organisé par François Mitterand les 5 et 6 juin derniers à Suresnes, près de Paris, divers thèmes ont été débattus : l'origine de la crise, les relations tiers-monde / monde occidental, le nouvel ordre international, les solutions socialistes.
Un effort de réflexion bienvenu ! Parmi d'autres chapitres évoqués, ce sont des rapports à venir entre l'Europe et les Etats-Unis dont cet article, basé plus sur des interviews des participants que sur leurs propos officiels, voudrait donner un aperçu.
Ces réflexions, inévitablement abruptes, doivent aussi orienter notre réflexion sur l'avenir de la Confédération helvétique ces prochaines années !

Sur le plan économique, il n'est pas douteux que la situation américaine soit très mauvaise. En 1974, le taux de profit a été nul et les dividendes distribués aux actionnaires ont été puisés dans la caisse, pris sur la substance même de capital des entreprises. Volontairement pour soutenir l'intérêt des épargnants, mais aussi par sous-estimation des conséquences de l'inflation (car si celle-ci rend le taux d'intérêt avantageux ou même négatif pour l'emprunteur, elle empêche l'industriel d'estimer clairement l'état de son actif et sa réelle situation financière).
D'un autre côté, l'inflation rend possible une surcumulation du capital par rapport à la main-d'œuvre, déséquilibre qui ne permet plus de compter sur une relance économique par de nouveaux investissements, la capacité de production n'étant utilisée qu'à 75 %.
En outre un investissement dans ces conditions aggraverait le chômage dont le taux déjà si élevé aux Etats-Unis laisse prévoir, dès les élections présidentielles de 1976, un retour au protectionnisme sous la pression des syndicats, alors même que l'importation des produits finis — sans compter les matières premières et l'énergie dont ont besoin les Etats-Unis — ne représente que le 2 % du produit national.
L'avenir nous dira si les méthodes keynesiennes de relance seront suffisantes dans ce climat; mais on peut en douter, la crise apparaissant bien structurelle et non pas conjoncturelle. L'investissement public va donc jouer un rôle de plus en plus important. A tel point même que le Professeur Marglin de Harward (Etats-Unis) chef de file des jeunes économistes radicaux, prévoit une planification prochaine de l'économie américaine, planification autoritaire conçue par l'Etat central, qui, secteur par secteur, prendra sous son contrôle les éléments de l'activité économique, à commencer par les salaires et les investissements.
Cette intervention future du pouvoir politique, quelles qu'en soient les modalités et l'étendue, pose pour le Français Michel Rocard une autre question que soulevait d'ailleurs également le syndicaliste Levinson : les pouvoir politiques nationaux, traditionnels, ont en face d'eux un pouvoir économique international, et l'on pourrait même dire national. Cela est si vrai d'ailleurs que les Etats-Unis comptaient sur le rapatriement des bénéfices de « leurs » sociétés à l'étranger pour diminuer le déficit de leur balance des paiements; or le taux de rentabilité du capital étant inférieur aux Etats-Unis qu'en Europe, ce transfert n'a pas eu lieu.
Les mesures politiques à venir devront prendre en considération ce phénomène et seront dès lors encore plus accentuées. Les Américains, dont la puissance diplomatique et politique est loin d'être entamée, vont faire payer leur redémarrage — en fait la diminution du chômage, socialement dangereux — au détriment d'une Europe sans volonté ni moyens de résister.
Dans ce domaine-là le péril du prochain éclatement européen ne vient pas des « faibles » (Italie,